

**Tableau récapitulatif des doléances exprimées par les citoyens de la 11ème des Bouches-du-Rhône
concernant les axes majeurs du Grand Débat National**

Thèmes	<u>Propositions citoyennes</u>
Transition écologique	<p>Propositions Mr PM :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Restreindre chasse et abattage • Exposer les conséquences du gaspillage • Développer avec réalisme les énergies renouvelables et des substituts aux pesticide
	<p>Propositions Mr MC :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Investir dans les énergies renouvelables en favorisant le développement de la géothermie et du solaire qui offrent les perspectives les plus avantageuses, moins couteuses et génératrices d’emplois durables • Mener la conversion photovoltaïque, vitale pour la motorisation durable de demain • Développer la localisation et exploitation des gisements géothermiques à hautes températures pour l’utilisation de cycle direct • Délaisser l’exploitation d’éoliennes, jugées trop onéreuses et inopportune dans leur emplacement : investissement gâché à moyen terme • Favoriser la captation, absorption et enfouissement du CO2 et orienter l’industrie automobile française vers une émission sans microparticule plutôt que multiplier les taxes et les limitations de vitesse • Réintroduire l’exploitation du nucléaire en tant qu’énergie de transition non émettrice de gaz à effet de serre et développer des variantes économiques de progrès pour les réacteurs actuels • Collaborer avec l’autorité indépendante de sureté nucléaire pour remplacer les réacteurs à Uranium et eau pressurisé par des réacteurs de 4ème génération à thorium, plus sûrs et moins coûteux
	<p>Proposition Grand Débat Entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Revitaliser et redorer l’image du secteur industriel : plus en plus respectueux de l’environnement et numérisé • Diminuer les craintes de la jeunesse à propos de l’impact écologique
	<p>Propositions Grand Débat Think Tank “Osons le progrès” : Pénaliser les personnes en infraction pour la pollution</p>
	<p>Proposition Mr M. : création de fermes d’insectes pollinisateurs pour contrer leur disparition et sauvegarder leurs impacts cruciaux et bénéfiques sur l’agriculture</p>
	<p>Proposition Confédération Nationale des TPE (CNTPE) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Récupération totale et immédiate de la TVA sur l’essence pour les TPE afin d’atténuer l’impact de la hausse fiscale sur l’essence • Discriminer le gasoil au profit de l’essence
	<p>Proposition Mr. CM (voir tableaux annexes) : Appliquer des tranches de consommation sur l’électricité de la même manière que cela est déjà le cas pour l’eau afin d’encourager aux économies d’énergies plutôt que de sanctionner</p>
	<p>Proposition Grand Débat du Centre Social les Amandiers ADIS :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Privilégier le ferroutage afin de moins polluer l’environnement et fluidifier le trafic sur les axes routiers • Développer les axes routiers secondaires afin de faciliter l’accès des usagers des transports en commun
	<p>Propositions Association Gilets Jaunes Agglomération Concarneau (voir annexes) :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation à plus grande échelle de la biomasse afin de produire du gaz • Terminer l'exploitation des éoliennes, pas assez rentable et efficace • Favoriser les biocarburants tels que le E85 en élargissant le parc de véhicules compatibles • Utilisation totale de la taxe pour la transition économique sur les véhicules trop polluants et subventionner les énergies renouvelables • Réduction pour la pose de panneaux photovoltaïques aux rendements supérieurs à 1000 euros • Employer la force hydraulique des petites rivières pour la production électrique • Introduire une véritable politique fiscale pour la transition écologique englobant l'ensemble du monde économique français • Appliquer la taxe "droit à polluer" aux entreprises du CAC40 actuellement exonérées • Développer le potentiel de création d'emploi d'une politique de transition écologique • Etablir une banque européenne pour le climat avec une allocation d'au moins 40 milliards parmi l'argent non-investi par l'UE • Taxer le kérosène et les supertankers • Respecter une politique écologique décentralisée et adaptée aux spécificités locales <p>Propositions Mme PM :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Offrir une visibilité supérieure par rapport aux autres problématiques au défi environnemental, priorité absolue : l'ensemble des réformes institutionnelles et sociétales doivent être fondées sur ce critère primordial • Prioriser l'action du Ministère de l'Environnement : il doit orienter les points de vue des autres ministères dont les activités entrent dans son champ d'action, obtenir des pouvoirs, moyens et expertises renforcés ; des antennes locales doivent être implantées et une coordination permanente avec les autres ministères instaurée • Améliorer information, recherche, formation et éducation sur ces sujets et saisir toutes les opportunités pour optimiser une transition saine (ex : agriculture bio UE)
Fiscalité et dépenses publiques	<p>Propositions Mr PM :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expliquer le déséquilibre du budget, augmenter raisonnablement les impôts et limiter les dépenses • Diminuer les mesures ciblant et défavorisant la classe moyenne par rapport aux autres classes • Transparence et clarté des lois sur lesquelles reposent les actions des agents du fisc
	<p>Proposition Mr FL : Transparence des mandats</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bilan financier exposant la situation initiale et finale du mandat du gouvernement sortant dans l'ensemble des collectivités avant les nouvelles élections • Suppression de la TVA sur les taxes (factures EDF, Eau etc.)
	<p>Propositions Mr MC :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Uniformiser, diminuer et harmoniser les régimes de retraite, d'imposition, de chômage et les pensions de réversion des élus en adéquation avec ceux des autres citoyens "lambdas" • Rétablir l'équité devant la justice entre représentants et représentés (ex : fraude) • Réviser l'IRFM et ses avantages • Supprimer tous les avantages et tous les privilèges de la fonction d' élu

	<ul style="list-style-type: none"> • Accentuer la chasse aux détournements de fond et aux placements spéculatifs à l'étranger • Appliquer les taxes contre les acteurs français s'implantant à l'étranger pour être exonérés de fisc français et ainsi pouvoir augmenter les salaires sans risque de récessions et faillites • Rétablir un juste et équitable traitement des bénéficiaires français qui soit proportionnelle à leur mérite et leur besoin EX : favoriser le logement d'immigrés plutôt que de sans-abris nationaux, reverser des retraites complètes à des immigrés présents seulement depuis 1 an ... etc
	<p>Proposition Mr DC : Réintroduire dans la loi PACTE l'article 54F retiré avant adoption de la loi ELAN (refus d'autorisation à investir des mètres carrés supplémentaires pour ceux qui exploitent un commerce de manière illicite)</p>
	<p>Proposition Mr PG :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pouvoir d'achat et mutuel santé (garantir des soins dignes) : les mutuels d'entreprises ne devraient pas être fiscalisables pour encourager la reprise d'un emploi (pour les CDI), part mutuelle à la charge des employeurs et délivré sous forme de chèque mutuelle pour s'assurer où il le souhaite et éviter une gestion compliquée des assurances complémentaires par l'employeur (pour les CDD), assigner les complémentaires santé pour les soins minimes et réserver la sécurité sociale pour les soins plus importants • Pouvoir d'achat et assurance chômage (revitaliser et inciter le travail saisonnier) : pour les assurés chômage dont l'indemnité chômage est inférieure à 1800 euros, versement dès la fin du contrat de CDD sans la période de carence que sont les congés payés (reprise accélérée d'un emploi, valorisation auprès des banques ou pour un logement) ; plafonner les indemnités chômage à 3000 euros ; garantir les droits de l'assuré sur une période sans activité pour motiver à la reprise de l'activité quel que soit le moment
	<p>Proposition Grand Débat Entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Revoir à la baisse les charges patronales pour rendre le travail bénéfique à ceux qui le produisent et inverser la courbe du chômage que la taxation exacerbe • Investir plus dans l'économie sociale et solidaire, modèle d'économie et d'entrepreneuriat inculquant les valeurs qui font société et constitue une communauté d'entraide répondant aux besoins de chacun • Comptabilité extra-financière : intégrer les versants environnemental et social dans l'évaluation de ce qui constitue la richesse • Revaloriser l'intérim ; contrats courts et CDDs assurent une réinsertion pour les personnes les plus éloignées de l'emploi et se révèlent indispensables pour les intérimaires • Adopter une taxation à échelle, progressive et adaptée aux caractéristiques de l'entreprise afin d'épargner des coûts trop importants pour les PME et les start-ups • Suppression de la TVA dans le B2B
	<p>Propositions Grand Débat Think Tank "Osons le progrès" :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la transparence quant à l'utilisation des impôts : définition scolaire englobant plus que sa dimension historique, rapporter les dépenses fiscales et sociales à l'individu, stabiliser leurs fluctuations • Rendre plus juste et efficace leurs attributions : uniformisation de la TVA par secteur, réduction de la TVA sur les produits de première nécessité et

	<p>augmentation du taux à 20% pour compenser, introduction d'une notion de produit écologique et durable à taux réduit</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de la dépense publique afin d'atténuer le déficit public • Incitation au "réemploi" afin de diminuer les droits de succession • Réduction des dépenses des collectivités territoriales afin de pallier la dette • Economiser en réassigner emplois et charges de travail afin de répartir mieux le personnel et contrôler les dépenses sociales • Financer les prestations sociales en reculant l'âge de la retraite (aménagement du poste et temps de travail) • Renforcer en priorité la protection sociale dans les domaines des retraites modestes et l'accompagnement des personnes dépendantes • Réviser la distribution et l'organisation des impôts en faveur de la justice, de l'éducation, de la recherche et de la sécurité • Ne pas taxer alcools, tabac et comportements contraires à l'écologie • Responsabiliser les personnes prenant des risques connus en leur déléguant l'ensemble des frais relatif à leur secours ou soins • Taxer les camions étrangers • Octroyer un pouvoir juridictionnel à la cour des comptes et aux chambres régionales des comptes
	<p>Proposition Confédération Nationale des TPE (CNTPE) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Exonération des charges patronales pour les deux premiers salariés favorisant une embauche facilitée pour les TPE et un rapide retour sur le marché des demandeurs d'emploi (baisse du chômage) • Suppression de la collecte de la taxe d'apprentissage et de contribution à la formation professionnelle totale pour les TPE
	<p>Proposition Mr CM (voir tableaux annexes) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rendre déductible des impôts l'ensemble des cotisations sociales afin de faciliter l'acceptation de l'imposition et en permettre une diminution à hauteur de 4% <p>=> ce nouveau mode de calcul préserve les tranches d'impôts existantes, celles de calcul du taux de CSG, le taux marginal d'imposition de 45% et les plafonds d'exonérations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ne pas insuffler un caractère confiscatoire à l'impôt : afin d'épargner et ne pas alourdir les contributions des tranches 41 et 45 %, il ne faut pas appliquer la suppression des niches fiscales, rétablir l'ISF ou encore ajouter une tranche supplémentaire du quotient familiale au-dessus de 45%
	<p>Proposition Grand Débat du Centre Social les Amandiers ADIS :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lutter contre la spéculation immobilière • Contrôler les loyers d'habitation excessifs • Réduire le prix des logements en centre-ville afin de contrer les dépenses supplémentaires induites par un domicile éloigné, en zone rurale • Réduire les charges sociales pour les TPE et les artisans afin de favoriser l'emploi • Orienter les financements et les politiques vers l'économie réelle : alors que les activités productives et le travail sont sans cesse déstabilisés, il faut sécuriser les activités de l'économie réelle pour maintenir une cohérence avec les sécurités sociales à garantir et développer. • Accélérer les poursuites contre les fraudeurs et contrecarrer les l'évasion fiscale • Interdire que les évadés fiscaux puissent représenter la France

	<ul style="list-style-type: none"> • Mieux répartir la richesse nationale • La fiscalité est perçue négativement car elle est à deux vitesses (riches/pauvres) : réorienter la plus-value du travail et expliquer l'impôt • Utiliser les bénéfices autrement que pour servir les actionnaires • Paiement de l'impôt sur le chiffre d'affaire et non pas sur les bénéfices avant distribution des dividendes • Trouver une alternative à une économie mondiale de plus en plus virtualisée et reprendre la main sur la fabrication de l'argent, fruit de la valeur travail • Indexer la protection sociale sur le travail (moins de travail = moins de cotisation) • Rééquilibrer les cotisations en fonction de la robotisation du travail
	<p>Propositions Mr TO (PDG d'entreprises) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Refus d'une éventuelle taxation des CDD : si pour les CDD créés volontairement la mesure semble déjà contraignante, l'appliquer sur des postes "obligatoires", impossibles à éviter, devient excessif <p>=> empêcher l'adoption de telles législations évitera d'alourdir le coût du travail et de pénaliser les patrons disposant de beaucoup d'employés dans un marché qui en manque.</p>
	<p>Propositions Association Gilets Jaunes Agglomération Concarneau (voir annexe) :</p> <p><u>*La Micro-Taxe (Voir annexes)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le pourcentage de la micro-taxe ne pourra être modifier qu'après approbation de la part du Conseil de Surveillance de la Micro-taxe (CSMT) • La CSMT sera composé de citoyens, syndicats, membres du gouvernement, organisations institutionnelles, organisations patronales ... etc • Décision à la majorité des 2/3 et 65% du CSMT sera constitué de citoyens, syndicats et petites entreprises • La micro-taxe remplacera toutes les taxes et impôts actuels pour frapper l'ensemble des transactions financières et des paiements électroniques • Taux de base conseillé à 1,50% qui se substitut donc aux cotisations directes et qui d'après les données de 2016 auraient représenté près de 27000 milliards d'euros • Le salaire brut devient salaire net donc on accuse une hausse du pouvoir d'achat • Plusieurs alternatives rattachées pour améliorer les gains de ce nouveau système de prélèvements (charge salariale : moitié entreprise, moitié salarié ; 50% pris en charge par l'Etat et le reste aux retraités ; fusionner la CSG avec l'impôt ... etc) • Favorisera un régime universel de couverture sociale <p>=> la micro-taxe doit donc augmenter le pouvoir d'achat de chacun, encourager les investissements, créer une attractivité internationale, produire de l'emploi supplémentaire avec des contraintes moindres ... etc</p> <p><u>*Propositions Grand Débat :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la progressivité de l'impôt sur le revenu (révision des tranches actuelles, nouveaux paliers, imposition allégée des classes moyennes) • Abaisser la TVA des produits de première nécessité (gaz, électricité, eau, chauffage, carburant, aliments primaires ...) • Revalorisation des salaires et des taux horaires • Réintroduire l'échelle mobile des salaires • Maintenir un système de répartition et fuir un modèle de capitalisation

	<ul style="list-style-type: none"> • Indexer les retraites sur les salaires bloqués • Baisser de 25% les taxes sur les carburants et d'autant plus sur l'essence et le gasoil • Diminuer la TVA pour les TPE à 5,5% et à 10% pour les PME afin de développer le territoire français, investir et être plus compétitif • Soutien actif des banques pour la trésorerie des entreprises • Suppression des intérêts sur les prêts à court terme qui infligent une double-peine • Mener une politique volontaire d'aide à l'isolation des logements et amélioration des délais d'indemnisations • Taxer multinationales et entreprises polluantes ne respectant pas les accords de la COP 21 • Introduire un organisme de contrôle contre les fraudes, évasions et optimisations fiscales • Renforcer les contrôles d'examen de la situation fiscale personnelle et rétablir les effectifs de la profession de contrôleurs fiscaux • Manifester plus de sévérité à l'encontre des entreprises du CAC 40 qui ne déclarent pas l'ensemble de leurs filiales • Revoir la lutte contre les évasions fiscales avec l'Union Européenne qui compte en son sein plusieurs paradis fiscaux • Rétablir un équilibre fiscal plus juste entre tous les types d'entreprises (taxation proportionnelle à l'envergure de la société cf. CAC40) • Rééquilibrer la justice fiscale entre français • Mieux contrôler les pratiques douteuses telles que le transfert de dividendes plus élevés que les bénéfices réels • Application de la fiscalité française sur les GAFAM • Remise à plat des niches fiscales • Audit de la Cour des Comptes sur toutes les entreprises du CAC 40 avec sanctions en cas d'infractions • Arrêter les exonérations dérogatoires à l'impôt sur les sociétés sauf si investissements créateurs d'emploi ou respectueux de l'écologie ; sanctions financières si non-respect des règles • Egaliser le taux d'impôts sur les sociétés entre PME et CAC 40 • Supprimer le verrou de Bercy • Annulation de l'allègement de l'exit tax • Suppression totale de la taxe locale d'habitation • Acquittements de l'impôts en France pour les dirigeants des grandes entreprises françaises ainsi que pour les artistes, sportifs ... etc • Constituer une politique de distribution encadrée : plafond de versements maximum des dividendes, obligation d'investissements, obligation de répartition favorisant les plus productifs • Appliquer la taxe TOBIN pour réduire la spéculation internationale et renforcer la coopération dans le cadre de la Taxe pour les Transactions Financières
<p>Démocratie et citoyenneté</p>	<p>Proposition Mme SN (Voir annexes) : Projet de loi Sécuriser le parcours scolaire des enfants porteurs d'handicap en milieu ordinaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un environnement scolaire privilégiant une égalité absolue des chances et des droits • Le numérique comme pilier de l'inclusion sociale • Une formation adéquate et étendue des enseignants

	<ul style="list-style-type: none"> • Une revalorisation de l'AVS • La réintroduction et responsabilisation de l'Education Nationale dans la prise en compte des handicapés • Elever au rang de priorité l'action étatique en faveur des handicapés • Un aménagement éducatif intégrant les exigences de soin
	<p>Propositions Mr PM :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Simplification et application des principes "Travail et retraite" • Assurer égalité, liberté et droits de tous les citoyens dans le respect des lois et coutumes sociétales • Instaurer une relation de bonne foi exempt de servilité entre Administration et citoyens • Inscription renforcée dans la laïcité et l'UE • Réduire les abus de l'"énarchie", publicité et autres monopoles corporatistes • Se questionner sur l'intérêt et le coût de l'introduction ou modification de toute procédure (et ce dès le plus jeune âge) • Simplifier intelligemment et efficacement la vie courante en évitant de dévoyer le progrès technique • Revaloriser la formation professionnelle dans l'enseignement
	<p>Proposition ANTICOR :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la participation des citoyens aux décisions en renforçant les procédures de concertation pour éviter les GPII* : besoin et alternatives disponibles, interdire de prononcer une déclaration d'utilité publique avant l'évaluation de l'impact environnemental, financer l'expertise, garantir l'expression des différents points de vue • Mettre en place le RIC
	<p>Proposition Association En Quête de Justice :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lutter contre l'injustice et le coût des dysfonctionnements juridiques à la charge d'un justiciable qui n'en est pas responsable • Ouverture d'une voie de recours unique, indépendante et gratuite chargée de réparer les erreurs et fautes commises dans l'exercice de la justice : cette commission indépendante de la magistrature est saisie pour abus au sein d'une procédure, non-respect du droit des partis, défauts d'utilisation des lois de la République ou jurisprudence contradictoire avec la loi menant à une justice d'exception • La commission assurera la défense de l'intérêt général et ancrera le principe d'une loi fixe et similaire pour tous en toute circonstance (art.6 DDHC) : économies pour l'Etat car plus de sécurité juridique donc moins de procédures engagées • Impartialité de cette commission garantie par sa composition en élus, juristes et citoyens hors tribunaux et indépendamment de la magistrature et conformément à l'article L141-1 du code de l'organisation judiciaire énonçant que l'Etat prend en charge tout fonctionnement défectueux du service public de la justice
	<p>Proposition Mr CL : Possibilité de choisir son statut social en fonction de ses besoins et indépendamment du statut juridique de son exercice professionnel pour faciliter la transition entre les différents statuts au cours d'une carrière</p>
	<p>Proposition Grand Débat Entreprises :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Remédier à une crise sociétale où le désir l'emporte sur le besoin, ce qui entraîne une négligence envers le travail et l'apathie ; réduire les dérives d'une société de consommation • Etouffer les pressions des lobbies de la malbouffe sur les politiques • Rapprocher la société civile de l'industrie, un secteur qui recrute beaucoup et qui nécessite de fait une communication positive pour entrevoir ses bienfaits ; favoriser l'économie circulaire • Accroître les chances pour les jeunes d'obtenir des contrats en alternance et lutter contre les discriminations souvent à l'origine de ces déboires
	<p>Proposition Grand Débat du Centre Social les Amandiers ADIS :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rendre l'accueil de sans-abris par les communes obligatoires • Eclaircir la position de la France en Europe en matière d'accueil des migrants : c'est une nécessité pour éviter l'explosion sociale • Promouvoir la mixité sociale afin de résoudre le problème de l'intégration • En tant que droit inaliénable, tout le monde doit pouvoir travailler ; les personnes se trouvant en incapacité d'exercer ce droit doivent bénéficier de moyens convenables d'existence • Rendre le vote obligatoire et reconnaître le vote blanc • Favoriser l'expression des besoins des citoyens pour une meilleure justice et efficacité sociale • Accroître l'accès à la culture • Rediriger les jeunes déscolarisés (stage obligatoire en 3ème) : il faut améliorer l'orientation et développer des perspectives pour les sans-diplômes • Combattre une sélection par l'argent discriminatoire pour l'accès aux études supérieures et diminuer les effets de reproduction intergénérationnelle de la condition sociale • Développer la mixité pour favoriser l'équité de traitement des populations devant les services publics pour éviter le communautarisme et renforcer la solidarité envers les familles en difficulté • Alléger le poids qui repose sur les épaules d'associations dont les moyens et les aides perçues sont de plus en plus restreintes • Assurer à travers l'éducation nationale une équité d'enseignement quel que soit l'environnement d'étude : placer les enseignants expérimentés en quartiers difficiles, mettre fin à l'esprit de compétition ... etc • Arrêter de catégoriser les citoyens selon la zone d'habitation : on évitera ainsi de creuser un fossé en termes d'attractivité entre villes, villages, quartiers
	<p>Propositions Association Gilets Jaunes Agglomération Concarneau (voir annexes) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Instauration de la parité en termes de salaire • Inscrire dans la Constitution le Référendum D'initiative Citoyenne • Mettre en place et reconnaître dans la Constitution le vote blanc • Organiser un même jour les élections présidentielles et législatives avec instauration d'une part de proportionnelle et prime à la majorité pour que le pays reste gouvernable • Faciliter l'accès au crédit pour les créateurs grâce au soutien des Pouvoirs Publics avec les organismes de garanties financières sous gouvernance d'établissement public pour garantir les prêts à 80% • Création d'un grenelle de l'emploi, du chômage, du pouvoir d'achat avec l'ensemble des acteurs y compris société civile

	<ul style="list-style-type: none"> • Conjuguer la démocratie représentative avec une démocratie participative incarnée par des représentants citoyens officiels • Imposition et charges sociales françaises pour tout étranger travaillant dans une entreprise implantée en France et bénéficiant des services publics • Révision et augmentation des ressources pour les collectivités • Mettre fin à la baisse des salaires et à leur non-augmentation afin que le travail soit revalorisé et que les travailleurs perçoivent plus que les inactifs <p>Propositions de Mr PM : Enseigner un état d'esprit critique mais ouvert aux autres</p> <p>Propositions Mme PM : Promouvoir une culture de vie démocratique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Proposer une solide éducation civique aux jeunes (institutions, administration, appareil juridique) • Soumettre des formations renforcées auprès de journalistes accessibles à tous les citoyens • Systématiser l'implication locale des citoyens, échelon plus compréhensible et immédiatement perceptible • Introduire un organe chargé de publier des comptes-rendus officiels sur les lois en préparation et adoptées qui explique leur intérêt ; même logique à travers un délégué national pour les lois européennes phares • Déclencher des référendums nationaux uniquement sur les grandes questions de société et instaurer un RIC qui soit très encadré (voir proposition de TERRA NOVA) • Toute proposition doit une subir une concertation avec des experts multisectoriels et exposer les potentialités, impacts et efforts potentiellement requis de la part des citoyens • Rappels fréquents de nos principes républicains et de l'importance de nos représentants • Mener une réflexion pour prévenir les atteintes potentielles au modèle démocratique dans le numérique notamment • Partage solidaire de l'impôt : participation symbolique pour les plus démunis et agrégation commune des citoyens autour de leur participation à l'Etat • Refonder le système de cotisations en accord avec les évolutions économiques et écologiques • Réduction des dépenses publiques conformes avec des critères qui ne sont pas uniquement budgétaires mais aussi en termes d'efficacité et de bienfaits des politiques publiques • Modulation de la TVA en fonction du caractère durable ou non des marchandises • Poursuivre le financement public des politiques publiques, plus pérenne et facilement adaptable aux changements que des fonds privés à limiter ; il faut arbitrer les dépenses autrement par rapport aux priorités pour éviter la hausse des prélèvements
Organisation de l'Etat et des services publics	<p>Proposition Mr SG : SIXAINE (Semaine à 6 jours / Voir feuilles de calcul annexes)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cycle de travail de base calé à six jours consécutifs dont 2 jours de repos • Tous les jours seraient ouvrables avec 7h de travail journalier légale • Cette reconfiguration devrait offrir une durée de travail effective et de repos similaire à l'organisation précédente tout en entraînant une profonde réduction du chômage et une croissance du PIB de 13%
	<p>Propositions Mr PM :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Transparence, simplification et considération dans la durée de la situation et des remèdes pouvant être apportés • Intégration de la proportionnelle
	<p>Proposition Mr FL : Réforme constitutionnelle</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution d'un tiers des parlementaires et des hauts fonctionnaires attachés à ces institutions • Limitation à deux mandats pour tout mandat électif • Interdiction de se présenter à tout mandat électif passé 70 ans • Interdiction de se présenter si déjà condamné dans l'exercice d'un précédent mandat • Interdiction aux hauts fonctionnaires de prétendre à un mandat électif sans démission et sans retour possible dans la fonction publique
	<p>Proposition ANTICOR :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suppression des privilèges anachroniques : supprimer la Cour de Justice, l'inviolabilité des parlementaires et du Président de la République, le droit des anciens présidents à siéger au Conseil Constitutionnel • Développer une justice plus efficace : suppression des liens hiérarchiques entre procureur et ministres de la Justice, renforcer les moyens du PNF* et de l'OCLCiff*, pouvoir de sanction de la Cour de discipline budgétaire contre les membres du Gouvernement et les élus locaux, pouvoir d'autoriser l'accès aux documents classifiés pour le CSDN*, suppression du délai butoir de 12 ans au terme duquel les poursuites d'infractions occultes et dissimulées deviennent impossibles, suppression CJIP* pour les personnes morales, favoriser le dépaysement judiciaire des affaires politiques • Renforcer la transparence : systématiser l'open data des informations et documents détenus par les autorités publiques, caractère exécutoire aux décisions de la CADA*, mettre en ligne sur le site de l'HATVP* un bilan d'enrichissement individuel des élus et agents publics soumis aux obligations déclaratives, mise en ligne de l'utilisation de l'avance de frais de mandat par chaque parlementaire, encadrement stricte du lobbying (traçabilité audition, publication des documents transmis, empreinte normative), abroger loi sur le secret des affaires, harmoniser textes s'appliquant aux lanceurs d'alerte et étendre les prérogatives du Défenseur des droits pour les protéger, sanctionner les poursuites-baillons, publications des mesures correctives de la Chambre régionale des comptes à propos des collectivités territoriales, mettre en ligne les budgets, dépenses et ressources physiques mise à dispositions des administrations et élus locaux • Lutte contre les conflits d'intérêt : interdiction du cumul des mandats, les parlementaires avec des fonctions de conseil doivent communiquer la liste de leurs clients au déontologue de leur assemblée, plafonner les revenus annexes des parlementaires, imposer aux experts de remplir une déclaration d'intérêt, surveillance par une autorité administrative indépendante du pantouflage et rétro-pantouflage, échevinage dans les juridictions commerciales • Lutter contre les atteintes à la probité : certifier les comptes des partis politiques par la cour des comptes, renforcer le contrôle des campagnes électorales (accroître pouvoir du CNCCFP*, inéligibilité pour fraude, publier dépenses et recettes), inéligibilité pour un casier judiciaire comportant une condamnation pour atteinte à la probité, interdire cadeaux et avantages de la part de lobbyistes, sanctionner tout mensonge proféré devant la représentation nationale, supprimer complètement le verrou Bercy, droit des associations agréées de lutte contre la corruption de représenter la partie civile dans les affaires de détournements d'argent public par négligence, affectation des biens confisqués à des activités d'intérêt général, contrôler

	<p>l'utilisation de la protection fonctionnelle, améliorer le contrôle de légalité en le confiant à une autorité indépendante</p>
	<p>Proposition Mr CL :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Revoir le contrat de société afin de laisser un monde meilleur ou similaire à celui qu'on nous a légué • Redéfinir le rôle de l'Etat : tout gérer ou se concentrer sur les compétences régaliennes ?
	<p>Proposition Grand Débat Entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maintenir sinon accroître les investissements dans les collectivités territoriales • Epauler les commerçants face à la désertification des commerces de centres-villes que les périodes de grands travaux creusent ; aucune loi, sauf quelques jurisprudences, ne vient encadrer ce problème • Réduire la surenchère de normes existants en France • Ressourcer les emplois artisanaux et manuels par le biais d'une valorisation de cet apprentissage ; étendre un apprentissage attractif à d'autres domaines qui ne soient ni manuel, ni intellectuel
	<p>Proposition Grand Débat du Centre Social les Amandiers ADIS :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recenser les logements et les bâtiments de l'Etat non occupés • Les établissements financiers doivent garantir un habitat pour tous • Faciliter l'accès aux services (administratifs, santé, justice, commerces... etc) • Favoriser l'emploi doit devenir LA priorité • Créer des dispositifs de substitution aux emplois aidés • Réindustrialiser le pays
	<p>Propositions Association Gilets Jaunes Agglomération Concarneau (voir annexes) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Résoudre le problème de "dépendance" en termes médical, d'hébergement et économique des personnes âgées et handicapées • Conserver les services régaliens et sortir du système marchand • Réduire de 25% les parlementaires et abaisser les plafonds de remboursement pour les campagnes politiques afin de débloquent l'accès aux organes démocratiques pour les moins aisés • Instaurer un vrai "mieux vivre ensemble" par la participation officielle par le biais du tirage au sort des citoyens à la vie politique et aux décisions fiscales, sociales et environnementales ; renouvelable une fois et remplacement automatique au bout de 2 ans • Réouverture des services publics en milieu rural (priorité = hôpitaux et petites gares) en tenant compte de la pyramide des âges et de locomotion uniquement automobile • Restaurer le DATAR pour éviter les déserts de services publics • Rétablir un département du contrôle dans tous les domaines avec une autorité de contrôle indépendante de Bercy avec 15 à 20 mille contrôleurs afin de réduire les fraudes et engranger de nouvelles recettes fiscales • Revoir les attributions concédées aux collectivités : la baisse des dotations et le transfert des compétences de l'Etat empêchent toute action ambitieuse et coupent des citoyens les élus réduits au rang de simples gestionnaires
	<p>Propositions Mme PM :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place une forte déconcentration des services, leur répartition équitable sur le territoire nationale et une bonne coordination avec les collectivités territoriales • Délaisser le principe de décentralisation, nécessitant trop de moyens pour éviter le monopole des grandes unités urbaines

	<ul style="list-style-type: none">• Mettre en pause les réformes en préparation afin de prendre le temps d'évaluer celles déjà en place ; accentuer la coordination entre collectivités et avec l'Etat tout comme la participation locale des citoyens• Appliquer le principe de prévention dans la production de marchandise quand on suspecte un impact néfaste
--	--

Sigles* :

PNF = Parquet national Financier

OCLCIFF = Office Central de Lutte contre la Corruption et les Infractions Financières et Fiscales

CSDN = Commission du Secret de la Défense Nationale

CJIP = Convention Judiciaire d'Intérêt Public

CADA = Commission d'Accès aux Documents Administratifs

HATVP = Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique

CNCCFP = Commission Nationale de contrôle des comptes de campagne et des financements politiques

GPII = Grands Projets Inutiles et Imposés